

moins  
de papiers  
plus  
d'efficacité

devillard.ch

DU COPIEUR À LA GED

devillard

Bulletin d'information de la  
Chambre de commerce, d'industrie  
et des services de Genève

## Enquête conjoncturelle

2018 a été une bonne année pour nombre d'entreprises genevoises, en particulier dans l'industrie.

PAGE 5

## Diligence raisonnable

Selon les Nations Unies, les entreprises doivent respecter les droits de l'homme dans leurs opérations.

PAGE 6

## L'expert de l'audiovisuel

Skynight rappelle que rien ne vaut l'événementiel pour remercier ses clients, ses partenaires ou ses collaborateurs.

PAGE 7

### FINANCES

# La Banque mondiale, partenaire naturel des PME

Certes, la Banque mondiale a une vocation internationale. Mais elle ouvre aussi des marchés auxquels les entreprises suisses peuvent soumissionner. L'interview de [Werner Gruber](#), directeur exécutif de la Banque mondiale pour la Suisse, explique comment.



Le bâtiment où siège la Banque mondiale à Washington DC.

### Quel est le rôle de la Banque mondiale ?

La Banque mondiale (BM) accorde des prêts aux pays en développement et aux pays émergents pour financer des projets d'infrastructure

et des programmes de développement. Son principal objectif est de lutter contre la pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée. Le Groupe de la Banque mondiale se compose de la Banque interna-

tionale pour la reconstruction et le développement ou BIRD ; l'Association internationale de développement (IDA), pour les pays les plus pauvres ; la Société financière internationale (SFI), dédiée au sec-

teur privé ; l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA – Multilateral Investment Guarantee Agency) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Dans l'ensemble, ce groupe investit environ 65 milliards de dollars chaque année dans les pays en développement et les marchés émergents. Ce montant va être plus élevé ces prochaines années grâce à des augmentations de capital approuvées récemment. Le rôle de la BM a fortement évolué et son importance s'est encore accrue en raison des enjeux planétaires globalisés que sont le climat, les migrations, la santé ou encore la prévention des risques.

### Comment l'action de la BM se distingue-t-elle de celle du FMI ?

Tous deux ont été créés à la Conférence de Bretton Woods dans le New Hampshire en 1944 pour éviter une répétition de l'effondrement

économique des années 1930 et pour financer la reconstruction des pays ravagés par la seconde Guerre mondiale. Le but principal du FMI est d'assurer la stabilité du système monétaire international (taux de change et système de paiement international). C'est, fondamentalement, un pool de réserve de devises, composé des monnaies des Etats membres et accessibles – à certaines conditions – aux nations pour stabiliser leur monnaie, quand elles rencontrent des problèmes (temporaires) de balance des paiements.

La BM respectivement la BIRD, elle, a été créée à l'époque pour financer les projets de reconstruction après des guerres et développer les infrastructures dans les pays émergents. C'est une banque de développement : elle s'appuie sur son stock de capital (et la notation triple A) pour accéder aux marchés financiers et lever des fonds qu'elle prête ensuite aux Etats concernés à des conditions favorables.

suite page 2

## Centre de carrière

Votre partenaire de référence pour le recrutement de profils universitaires

Publications  
d'offres d'emploi

Forums  
carrières

Réseau  
d'Alumni

+ 41 22 379 77 02  
carriere@unige.ch  
carriere.unige.ch



UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE

VINCENT SUBILIA  
Directeur général adjoint



## Local et international : les deux faces d'une même médaille (genevoise)

« Plus petite des grandes villes », Genève dispose d'un rayonnement inversement proportionnel à sa taille. À ce titre, la Cité de Calvin constitue un véritable village global. Siège d'un nombre inégalé d'organisations internationales et de multinationales, Genève tire sa prospérité de son ouverture au monde comme de la diversité de son tissu économique, facteur de résilience.

La CCIG est à l'image de l'écosystème dans lequel notre institution est ancrée : dynamique, parce qu'ouverte et diversifiée. Une diversité qui provient des secteurs d'activités, comme de la typologie des sociétés membres (de multiples PME, épine dorsale de l'économie helvétique, mais également de nombreuses multinationales, créatrices d'emplois et génératrices de recettes fiscales) ou de leur provenance. Ainsi s'articule l'ADN genevois qui voit cohabiter, au cœur de l'Europe, une richesse unique de savoir-faire, que la Chambre de commerce s'emploie à faire savoir.

De tout temps, la CCIG a valorisé la dimension internationale de ses activités, qui constitue un réel facteur de différenciation et est très appréciée par ses membres. À titre d'exemples, elle accompagne les exportations genevoises (par le biais des documents qu'elle a autorité à émettre, comme les carnets ATA dont elle est l'inventeur et qui sont en œuvre dans 80 Etats), elle est l'un des moteurs de l'institution suisse d'arbitrage, elle fait entendre la voix de l'économie nationale au sein de la Fondation mondiale des Chambres de commerce ou encore montre la voie aux entrepreneurs suisses auprès de la Banque mondiale (voir page 3).

De façon à dynamiser davantage encore cette composante, la CCIG entend mettre à disposition de ses membres de nouveaux outils destinés à favoriser les échanges commerciaux internationaux. Par exemple, les missions économiques qu'elle organise à destination de marchés étrangers seront intensifiées, les formations en matière d'exportations développées et l'accompagnement « exports » stimulé. Autant d'initiatives de nature à consolider le rôle de la CCIG en tant que référent genevois en matière de commerce international, et donc local.

Une évolution naturelle, compte tenu du fait que la médaille genevoise se compose de deux faces, locale et internationale, le succès de l'une bénéficiant à l'autre et inversement. Ces deux paramètres se complètent, incarnant ainsi l'esprit de Genève qui a toujours animé la CCIG.

ÉDITORIAL

suite de la page 1 ►

### Quelle relation la Suisse entretient-elle avec la BM ?

Tout d'abord, la Suisse est actionnaire de la BM. À ce titre, comme les autres actionnaires, elle décide des orientations fondamentales de la Banque, en accord avec ses statuts. À travers sa représentation au sein du Conseil d'administration, elle donne son avis sur les stratégies, les politiques, les programmes, les projets et le budget de l'institution. En outre, la Suisse, par le biais de la Direction pour le développement et la coopération (DDC) et du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), est également un partenaire majeur de développement du Groupe de la Banque mondiale. Ces derniers fournissent un financement ciblé pour des projets d'assistance technique de la BM ou de la SFI et co-financent des programmes et projets prioritaires spécifiques. La Suisse peut ainsi bénéficier de la connaissance, de la capacité de mise en œuvre et des compétences de la BM pour faire avancer ses propres objectifs de développement.

### Est-il important pour la Suisse de disposer d'un administrateur ?

Oui, c'est important. La Suisse dirige un groupe de vote qui comprend huit autres pays, à savoir l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Pologne, la Serbie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Elle représente ces Etats au sein du Conseil des 25 directeurs exécutifs. Les intérêts helvétiques se retrouvent ainsi directement dans le processus de décision de la BM.

Avec son expertise, sa persévérance et un focus clair, la Suisse parvient à influencer avec succès l'orientation de la Banque. Comme petit pays avec une économie fortement développée et orientée vers l'exportation, la Suisse porte un vif intérêt aux systèmes multilatéraux fondés sur des règles. Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales institutions multilatérales dans ce système, et il devrait encore prendre de l'importance grâce à son mandat qui évolue dans un monde globalisé.

### L'action de la BM a-t-elle un intérêt pour les entreprises suisses ? Si oui, par quel biais ?

Les entreprises suisses peuvent bénéficier de la BM de plusieurs façons. Tout d'abord, celle-ci encourage le développement du secteur privé dans ses Etats-clients, créant ainsi des marchés pour les exportateurs et les importateurs helvétiques. Deuxièmement, la

### Une assurance contre les risques politiques



Créée en 1988, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) commence à jouer un rôle prédominant dans l'économie mondiale. Comme son nom l'indique, cette institution internationale a pour but de faciliter les financements dans les pays émergents afin de favoriser la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations. Offrant des garanties contre les risques politiques, elle a à ce jour appuyé plus de 700 projets d'investissement dans une centaine de pays en développement.

Banque, au travers de ses instruments pour le secteur privé (SFI et MIGA), soutient et protège des investissements dans les pays en développement par le biais de prêts, de prises de participations et de garanties, dont les entreprises helvétiques peuvent également bénéficier. Troisièmement, les entreprises suisses, y compris les sociétés de conseil, peuvent bénéficier directement des contrats et mandats pour des projets financés par la Banque mondiale. Par exemple, dernièrement, un cabinet de conseil suisse a obtenu un contrat pour un projet de développement urbain au Vietnam et un fournisseur de matériel médical à fournir des équipements de radiothérapie à un hôpital roumain.

### Comment une entreprise suisse peut-elle se tenir au courant des appels d'offre ? Comment peut-elle soumissionner ?

Les appels d'offres dans le cadre de projets financés par la BM (BIRD et IDA) sont émis par l'unité de mise en œuvre du projet des pays client reposant sur les règles d'approvisionnement de la Banque. Ils peuvent être consultés sur la page web dédiée de la Banque ([www.devbusiness.com](http://www.devbusiness.com)). Il peut également être utile de s'informer à l'avance sur les projets planifiés. Ceci dans le but d'être préparé aux soumissions, une fois le processus de passation de marché lancé.

Notre bureau à Washington est disponible pour fournir plus d'informations au sujet du processus de passation des marchés.

### Parmi tous les projets que vous avez suivis depuis que vous êtes administrateur de la Banque mondiale, lequel vous a apporté la plus grande satisfaction ?

L'un des projets récents les plus intéressants a été la mise sur pied du mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie (ou PEF, acronyme anglais de Pandemic Emergency Financing Facility). Dans une approche innovante, la BM a créé un mécanisme d'assurances qui peut être rapidement déclenché lors de l'apparition d'une pandémie (telle que le virus Ebola) mettant à disposition des sommes importantes pour éviter la prévalence plus large de ces maladies mortelles. Ce projet montre comment la Banque utilise des outils financiers novateurs pour mobiliser des fonds privés à des fins de développement. Il démontre également comment la BM à travers son travail dans les pays en développement crée des biens publics mondiaux (en préservant la santé globale). Enfin, je mentionne ce projet également car il est basé sur une coopération de la BM avec la DDC et la Swiss Re, qui ont tous deux joué un rôle important dans sa préparation.

suite page 3 ►



L'un des projets soutenus par la BM : recherche sur la grippe aviaire au Turkménistan.

### Pour comprendre et faire comprendre les enjeux !

Connecter et informer les entreprises à Genève



Vous souhaitez faire connaître le CCIGinfo à d'autres collaborateurs ou disposer d'exemplaires supplémentaires pour vos visiteurs, vos partenaires, etc. ?

Envoyez votre commande à [publications@ccig.ch](mailto:publications@ccig.ch), en indiquant le nombre d'exemplaires souhaités ainsi que l'adresse postale.



Et pour retrouver et partager  
l'actualité politique et économique,  
rendez-vous sur notre page Facebook



## Vincent Subilia, «officier de liaison» pour la Banque mondiale

Vincent Subilia, directeur général adjoint de la CCIG, est «Private Sector Liaison Officer» (PSLO) pour la Banque mondiale, le seul pour la Suisse à ce jour. À ce titre, il a pour rôle de faciliter les contacts entre les entreprises privées suisses et l'organisme siégeant à Washington DC. En tant que PSLO, il doit également faciliter l'accès des entreprises privées suisses aux opportunités d'affaires, aux services et à l'expertise offerts par le Groupe de la Banque mondiale, et jouer un rôle de relais du secteur privé suisse auprès de ce dernier.

Aujourd'hui plus de 160, les PSLO sont issus d'une centaine de pays et nommés par des organisations telles que les Chambres de commerce et d'industrie, les associations professionnelles et les agences de promotion des exportations ou des investissements. Ils sont regroupés au sein d'un réseau (PSLO Network) qui organise des événements dans le monde, avec l'appui de la BM: séminaires présentant des opportunités d'affaires, de co-financement ou sur les garanties MIGA.

### L'Helvétistan représente-t-il une réelle communauté d'intérêts dans le cadre des institutions de Bretton Woods, ou ne s'agit-il, pour la Suisse, que d'un instrument politique ?

Avec le recul, cela a été un heureux hasard que la Suisse ait décidé de rejoindre la Banque mondiale en 1992, juste après l'effondrement de l'Union soviétique, lorsque les États nouvellement indépendants d'Asie centrale accédaient également aux institutions de Bretton Woods. Cela a permis à la Suisse de créer son propre

groupe de vote et d'obtenir un siège au Conseil d'administration. Depuis cette date, la Suisse a établi d'excellentes relations avec les États de cette région et notre groupe de vote est devenu bien plus qu'un instrument de la politique. La coopération avec ces pays nous a permis de comprendre les processus et les défis du développement dans les pays en transition. En nous forçant à nous mettre à la place des États emprunteurs, notre point de vue a été élargi, ce qui nous rend encore plus crédible au sein du Directoire du Groupe de la Banque mondiale. ■

### PRIX 2018

## Les spécialistes du logiciel bancaire et de l'Internet des objets honorés

Temenos et Orbiwise sont les lauréats du Prix 2018 de l'économie genevoise et du Prix 2018 de l'innovation, remis le 22 novembre dernier par la CCIG, l'Etat de Genève et l'OPI.

Temenos est leader mondial du logiciel bancaire. Etablie à Genève depuis 1993, elle compte 5000 collaborateurs dont 120 en Suisse, et 3000 banques clientes de par le monde. Mais son potentiel de clientèle demeure immense. Temenos porte une attention constante à l'innovation technologique, avec 20 % de ses revenus réinvestis en R&D.

[www.temenos.com](http://www.temenos.com)

Créée en 2014, Orbiwise propose des infrastructures de réseaux sans fil à bas coût et économes en énergie, mais capables de couvrir de vastes zones. Forte de 40 collaborateurs, elle a développé un système permettant de transporter les données récoltées sur place vers l'application capable de les utiliser.

[www.orbiwise.com](http://www.orbiwise.com)



Encadrés par Juan-Carlos Torres à gauche (président de la CCIG) et Michel Balestra à droite (président du Jury) se tiennent sur la photo du haut Frédéric Dreyer (directeur de l'OPI, en bleu), George Koukis (fondateur de Temenos), Max Chuard (CFO de Temenos) et Pierre Maudet (conseiller d'Etat) et, sur celle du bas, Didier Helal (co-fondateur d'Orbiwise), Domenico Arpais (CEO d'Orbiwise), Pierre Maudet et Michel Dreyer.



Construction du barrage de Intumak au Kazakhstan.

## La CCIG en images !

Événement économique et Cérémonie de remise des Prix



Les photos sont sur le site de la CCIG

Les vidéos sont sur la chaîne YouTube de la CCIG



## REMI(COM)

« Il n'est jamais trop tôt pour préparer sa retraite! »

**LE SPÉCIALISTE  
EN TRANSMISSION  
D'ENTREPRISES**

- » Evaluation de votre entreprise
- » Accompagnement
- » Confidentialité



## COMMERCE INTERNATIONAL

## L'exportation aussi accessible aux PME

Exporter est une nécessité pour de nombreuses entreprises genevoises. Mais les garanties financières que cette démarche implique sont souvent des obstacles pour les PME. Il existe pourtant des moyens de déjouer ces problèmes de financement.



De gauche à droite: Sylvain Jaccard (S-GE), Jérôme Gaeschlin (XPort Finance), Daniel Schupbach (Contexa), Dominique Aubert (SERV), Roger Kamgaing (SGS) et Vincent Subilia (CCIG).

« L'exportation est essentielle pour Genève, et elle doit être possible pour toutes ses entreprises », a affirmé Vincent Subilia, directeur général adjoint de la CCIG, en préambule d'un séminaire organisé en novembre dernier. En ce sens, l'assurance contre les risques à l'export, la SERV, est une aide précieuse pour les PME. Cette société de droit public, qui répond à un mandat de la Confédération, évite ainsi de délocaliser des emplois. L'un des principaux critères pour bénéficier de ses services est de revendiquer une origine suisse. Avant de se lancer de façon hasardeuse, les PME démarchent souvent à l'étranger des filiales de grands groupes, mais cela ne suffit pas. « Le problème principal, c'est qu'elles ont besoin de cash pour leurs frais courants, a mentionné son responsable romand Dominique Aubert. Si elles doivent immobiliser des fonds en garantie, elles bloquent leur fonctionnement. »

### PME et multinationales concernées

Parmi les PME clientes de la SERV figure Contexa SA, lauréate du Prix de l'innovation genevoise décerné par la CCIG en 2013. Ce fabricant de doseurs d'arômes exporte la quasi-totalité de ses produits. « Nous avons pu bénéficier d'un crédit total de 17 millions de francs. Sans la garantie de cautionnement de la SERV, nous n'aurions pas pu nous développer » a indiqué son directeur général Daniel Schupbach.

Roger Kamgaing, Executive Vice-President de la SGS, est venu témoigner de l'utilité de la SERV même pour une multinationale comme la sienne. « Nous avons été séduits par sa flexibilité administrative, sa capa-

cité de conseils et son ratio coûts-bénéfices intéressant », a relevé le représentant du leader mondial de la certification.

### Des structures complémentaires

Il existe souvent une complémentarité entre la SERV et des petites sociétés d'aide au financement. Xport Finance est la première en Suisse à octroyer des prêts non bancaires d'exportation aux PME. Elle le fait au travers de fonds de roulement, de rachat de créances et de crédits acheteur. Selon son directeur Jérôme Gaeschlin, « son statut de microentreprise la pousse à aider des structures analogues ». À ses yeux, il y a plusieurs points qui freinent les PME exportatrices dans leur essor: la lourdeur réglementaire, les risques en tous genres, le temps à consacrer et bien sûr les exigences strictes des banques.

Quant à Switzerland Global Enterprise (S-GE), il a apporté l'an dernier son soutien à 4400 PME. « Pour conclure un bon contrat d'exportation, il faut trouver à la fois le bon marché et le bon client », a relevé son directeur romand Sylvain Jaccard. La S-GE aide ainsi l'entrepreneur dans ses démarches. C'est d'autant plus important qu'une seule erreur stratégique peut se révéler fatale pour lui. ■

Précisons que la SERV a développé sur son site internet un calculateur en ligne très pratique: [www.serv-ch.com/fr](http://www.serv-ch.com/fr)

## FORMATION

## Le CRPM, 40 ans de savoir-faire



Le CRPM est un acteur important de la formation continue en Suisse romande. Interview de Pierre-Alain Cardinaux, délégué de son Conseil de fondation.

### Comment le monde du travail de demain va-t-il influencer la formation ?

Les percées technologiques font rapidement s'effacer la frontière entre les tâches effectuées par l'homme et celles exécutées par des machines et des algorithmes. Les marchés mondiaux du travail vont subir des transfor-

mations majeures. Ces transformations doivent être gérées dès maintenant et la formation continue en sera la clé.

Cette vague de nouvelles technologies et de tendances perturbant les modèles d'activités, couplée à la division du travail entre travailleurs et machines, va mener à une transformation des profils et rôles des emplois actuels. Les analystes de données, les scientifiques, les développeurs de logiciels et d'applications ainsi que les spécialistes du commerce électronique et des médias sociaux font partie des métiers qui devraient connaître une demande croissante.

Il y aura aussi une accélération de la demande pour des spécialistes liés à la compréhension et à l'exploitation des dernières technologies émergentes: spécialistes de l'intelligence artificielle, de l'apprentissage automatique et du Big Data, experts en automatisation de processus, analystes de la sécurité de l'information, concepteurs d'expérience utilisateur et d'interaction homme-machine, ingénieurs en robotique.

### Vers quelles compétences futures la formation continue doit-elle s'orienter ?

On s'attend à un développement de nouvelles compétences transversales.

## DIGITALISATION

## Durabilité et blockchain sont-elles compatibles ?

Quels liens unissent le développement durable et les nouvelles technologies ? Lors d'une récente table ronde à la CCIG, l'agence de conseil Coreum et l'association Africa 21 ont tenté d'y répondre en apportant des pistes concrètes.

En 2006, la planète découvrait la blockchain, technologie innovante pour stocker les données cryptées. Le moment est venu pour ses utilisateurs de définir ce qu'ils en attendent dans leur activité. « Il ne faut pas s'y intéresser parce que c'est tendance, mais parce que cela a un grand potentiel, a recommandé Pierre Champsavoir, PDG de l'agence de conseil Coreum. Si l'on se finance en crypto-monnaie, c'est que ce procédé permet un traçage des flux, une transparence et un partage d'informations en continu ». Citons quelques exemples: la plateforme Ethereum, qui permet de créer des contrats intelligents partagés, ou l'e-résidence, un système de signature électronique de documents instauré en Estonie.

La blockchain développe sa propre gouvernance, car c'est la communauté qui crée désormais les protocoles. Cette désintermédiation explique en particulier le succès du crowdfunding (financement participatif). « Ce qui est intéressant, c'est le partage des compétences et la réduction des coûts », a expliqué Sara Usinger, directrice du programme Impact Venture pour Hatch CoLab, un incubateur, qui sert d'accompagnateur de projets. Mais comme tout système, la blockchain a des revers de médaille: la concentration de richesse et surtout l'aspect

énergivore, qui représente un véritable enjeu. Heureusement, le « micro-grid » (réseau local électrique) évite les mégastuctures et permet des économies vertes appréciables.

### Après les intentions, les actes

Les nouvelles technologies sont sollicitées pour atteindre les 17 objectifs du développement durable (ODD) de l'ONU afin de réaliser leur Agenda 2030. Mais seuls 3 % des projets technologiques sont liés aux ODD, principalement dans la santé. En octobre 2018, plus de 2000 blockchains ont ainsi été échangées, mais surtout grâce aux gouvernements ou organisations internationales, et très peu par des entreprises privées. « Si ces dernières ont l'intention de se lancer, elles peinent encore à le faire, bien que les retours financiers soient rapidement visibles », a relevé Alejandro Gomez, expert à l'association Africa21.

### Genève en bonne place

« Genève se positionne comme un leader de la place financière durable, elle regroupe déjà 135 acteurs spécialisés », a relevé Fabio Sofia, Managing Partner de la startup locale Wecan.fund. Celle-ci a aidé la Fondation pour les Terrains industriels de Genève (FTI) à créer une blockchain privée pour l'échange de droits à bâtir. On le voit, les entreprises doivent explorer de nouveaux horizons pour rester acteurs de la transition numérique. Le récent *World Investment Forum*, qui a permis à 6000 participants d'échanger leurs expériences à l'ONU de Genève, est en ce sens porteur d'espoir. ■



L'avenir du travail s'appuiera de plus en plus sur des compétences faisant appel à la collaboration, aux échanges, à l'apprentissage actif plutôt que sur des talents. La formation continue doit donc développer des contenus axés sur toutes ces compétences transversales.

### Et le CRPM dans tout cela ?

Nous avons développé un catalogue de formations couvrant tous ces domaines de compétences transversales. Nous donnons une

priorité au développement du capital humain et nous nous engageons à favoriser l'employabilité. Nous offrons une individualisation des parcours de formation et de développement de carrière, permettant une intégration durable sur le marché du travail.

Notre approche ainsi que les formats de nos formations s'adaptent aux besoins d'aujourd'hui et de demain. ■

La CCIG est membre fondateur du CRPM et son directeur général fait partie du Conseil de fondation.

## ENQUÊTE CONJONCTURELLE

## 2018 a tenu toutes ses promesses

Des affaires bonnes à excellentes : 35 % des entreprises qui ont répondu à l'Enquête conjoncturelle d'automne de la CCIG ont qualifié ainsi leurs affaires en 2018.

L'année 2018 aura donc été un bon cru pour les entreprises genevoises. 2017 avait déjà révélé des résultats positifs pour la plupart d'entre elles, ils se sont encore consolidés ces derniers mois. Avec 35 % de répondants qui qualifient l'année de bonne à excellente, c'est quatre points de plus en un an. 46 % la jugent satisfaisante et seules 19 % des entreprises l'ont décrite comme médiocre à mauvaise. L'industrie en particulier a connu un regain d'activités avec 37 % de sondés qui affichent un exercice bon à excellent. Les entreprises ne prévoient pas de changement pour les six prochains mois. L'optimisme fléchit légèrement au-delà : elles ne sont plus que 26 % à prévoir des affaires bonnes à excellentes et 44 % s'attendent à des affaires satisfaisantes. Côté salarial, la hausse moyenne pondérée au début 2018 se monte à 0,7 %. L'industrie augmente ses salaires réels deux fois plus vite que le tertiaire : pour 2019, la hausse devrait s'élever à 1,3 % pour l'indus-

trie contre 0,7 % pour les services. « Cela illustre parfaitement un fait malheureusement encore trop méconnu : l'industrie, à Genève, est un secteur dynamique, innovant et créateur d'emplois », dit Juan-Carlos Torres, président de la CCIG.

L'effectif du personnel est resté stable pour 64 % des entreprises. Pour 2019, elles sont tout autant à prévoir une stabilité des effectifs. Petit bémol : la propension des entreprises à investir connaît un léger déclin (33 % cette année).

## Main-d'œuvre qualifiée difficile à trouver

Autre angle intéressant : le recrutement. Un quart des entreprises disent éprouver des difficultés à trouver de la main-d'œuvre ; dans l'industrie, elles sont même une sur trois. À ce titre, la situation s'est légèrement dégradée depuis l'an dernier. La main-d'œuvre qualifiée est concernée à 54 %, suivie des cadres intermédiaires à 27%. En revanche, ces deux catégories sont à égalité dans l'industrie (33 %). Pour remédier à cette situation, 45 % des

répondants citent d'abord l'amélioration de l'orientation professionnelle, puis l'embauche de main-d'œuvre indigène. Les répondants issus de l'industrie, eux, appellent de leurs vœux la facilitation de l'embauche de ressortissants étrangers.

## Marchés publics largement méconnus

Le focus de cet automne portait sur les marchés publics, qui représentent une très faible part du chiffre d'affaires des entreprises répondantes : à peine 25 % pour neuf entreprises sur dix. Un tiers des sociétés liées à l'industrie (secondaire) répondent à des appels d'offre plus de trois fois par an contre 14 % dans les services. En cause : la simple absence de connaissance de ces marchés publics, suivie de la complexité des soumissions et les lourds investissements des procédures. Ce sont les entreprises de taille moyenne qui répondent le plus à un appel d'offre public : 48% des PME de 30 à 100 collaborateurs le font deux fois ou plus par an. *Pour voir les résultats détaillés et en graphique :* <https://tinyurl.com/EC2018CCIG>. ■

L'Enquête conjoncturelle de la CCIG a été réalisée entre le 22 août et le 10 octobre 2018. 2245 questionnaires ont été envoyés avec un taux de réponse de 10,2 %. *Les résultats en vidéo* ▶



## Les 7h30 de la Chambre

Comptes rendus en ligne

7h30 du 11 octobre 2018



De gauche à droite, Sébastien Katz (Adecco Group), Nicolas Ketterer (EcoLive), Jean-Luc Dumont (Swisscom Event), Marco Piermartiri (CCIG), Bruno Delacrétaz (Girard Sudron), Johan Franzen (Entnest), Christian Cretzaz (Teamway), Olivier Naray (Entnest), Sébastien Vandenberg (TechFirm).

7h30 du 1<sup>er</sup> novembre 2018

De gauche à droite: Benjamin Protais (Business & Decision), Flavien Pichonnat (AIESEC), Sébastien Mozer (AIESEC), Alexandra Rys (CCIG), Livio Elia (Eskenazi), Johan Nebel (Bridport & Cie), Laura Cantini (The business harbour), David Pihen (Vanksen), Etienne Gueye (Nevicom) et Anthony Favre (Hardis Group Switzerland).

## CONSULTATION

## Assurer l'approvisionnement électrique de demain

Le Conseil fédéral a lancé la consultation relative à la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité (ouverture complète du marché de l'électricité, réserve de stockage et modernisation de la régularisation du réseau) qui s'articule autour de trois axes : ouverture totale du marché de l'électricité, réserve de stockage et

modernisation de la réglementation des réseaux.

Cette révision constitue la deuxième étape de l'ouverture totale du marché de l'électricité. Elle est indispensable pour l'approvisionnement électrique de demain et aura de nombreux avantages pour les consommateurs et les

producteurs. La CCIG salue la position du gouvernement et examinera les propositions de manière détaillée.

Afin de lui permettre de représenter au mieux les intérêts et préoccupations des entreprises, la CCIG invite les membres intéressés par cette thématique

à transmettre leurs commentaires à Nathalie Hardyn, directrice du Département

politique, à l'adresse suivante : [n.hardyn@ccig.ch](mailto:n.hardyn@ccig.ch) d'ici au vendredi 4 janvier 2019. ■

Les documents concernant ce projet sont consultables sur le site de l'Administration fédérale : [www.admin.ch/ch/f/gg/pc/pendent.html](http://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/pendent.html), rubrique DETEC, sous l'intitulé « Révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité (ouverture complète du marché de l'électricité, réserve de stockage et modernisation de la régularisation du réseau) ».

CITROËN JUMPY  
UNLIMITED MISSIONS« MONSIEUR ROBINSON ?  
NOUS AVONS UN COLIS POUR VOUS. »

CITROËN JUMPY

- TROIS VERSIONS XS - M - XL
- MODUWORK AVEC 4 M DE LONGUEUR UTILE
- HAUTEUR DE 1,90 M\*\*
- PORTES LATÉRALES COULISSANTES MAINS LIBRES

business.citroen.ch

3 ANS DE GARANTIE

CITROËN profers TOTAL \*\* Le véhicule est garanti 3 ans ou 100 000 km (le premier des deux arrivant en premier). \*\* Disponible sur les tables XS et M pour le Jumpy et sur les tables XS, M et XL pour le Condo.

PSA  
RETAIL

PSA Retail (Suisse) SA - Succursale de Genève  
Route des Acacias 27  
1211 Genève 26  
Tel. 022 308.03.53, [www.citroen-geneve.ch](http://www.citroen-geneve.ch)

## EMPLOI – FORMATION

## Quoi de neuf, doctorant ?

Les 5<sup>e</sup> Journées de la Relève, qui ont pour but de sensibiliser les étudiants aux enjeux liés à la réalisation d'un doctorat et à prévoir l'après-doctorat, ont montré que, contrairement à ce que l'on pense souvent, les doctorants ne sont pas destinés qu'au monde académique.

Personne ne nie les facultés intellectuelles acquises par les doctorants, post-doctorants et jeunes chercheurs. Mais les principaux intéressés se sentent trop peu sûrs d'eux pour promouvoir leurs qualités et manquent d'informations pratiques. Et leur image de savant ultra-qualifié les rend trop souvent peu attirants auprès des patrons du privé, que ce soit par leur « valeur salariale » ou par leur manque d'expérience professionnelle. Cependant, gare aux fausses images : une étude de l'Office fédéral de la statistique (OFS) démontrait déjà en 2013 que deux tiers des doctorants travaillaient dans le privé.

Les Journées de la Relève, organisées pour la 5<sup>e</sup> fois les 4 et 18 octobre dernier à Genève, ont donc sensibiliser les étudiants à l'importance de faire un doctorat et de prévoir l'après-doctorat.

Lors de cette manifestation organisée par l'UNIGE, la première journée servait à informer au mieux les participants. Elle a donné la parole à un jeune professeur et à un chef d'entreprise, qui ont démontré deux exemples de réussite académique et professionnelle. La deuxième journée, elle, se composait de workshops pratiques. Ces ateliers ont abordé la recherche

d'emploi, les compétences transversales, le réseautage ainsi que la gestion des données de la recherche.

Comme l'indiquait Florence Thellier, porte-parole d'Academic Works, dans « Le Temps » du 26 janvier dernier, ce sont avant tout les profils scientifiques pointus qui restent les plus demandés chez les diplômés, en particulier en informatique et en modélisation 3D. Contrairement aux idées reçues, les chercheurs ne restent pas toujours cantonnés dans leurs bureaux, mais sont aussi appelés à beaucoup créer de contacts professionnels. ■

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Concours cantonal du développement durable

Les inscriptions à la 18<sup>e</sup> édition de ce concours genevois sont ouvertes. Toutes les entreprises ou entités ayant un projet ou ayant réalisé une action exemplaire en matière de développement durable sont conviées à participer à ce concours d'ici au 31 janvier 2019.

Ce concours vise à soutenir, encourager et promouvoir les projets et les réalisations exemplaires issus de la société civile en matière de développement durable pour Genève et sa région. Organisé chaque année depuis 2002 par le Service cantonal du développement durable, il comporte trois catégories de récompenses :

- **La Bourse** contribue à la concrétisation d'un projet issu des milieux privés ou associatifs. Elle est dotée d'un montant maximum de 30 000 CHF.
- **Le Prix** récompense une réalisation mise en œuvre par des acteurs des milieux privés ou associatifs. Il est doté d'un montant maximum de 10 000 CHF.
- **La Distinction** (sans dotation financière) met à l'honneur une réalisation issue du domaine public ou parapublic.

■ POUR TOUTE INFORMATION :  
[www.ge.ch/dossier/concours-du-developpement-durable](http://www.ge.ch/dossier/concours-du-developpement-durable)



## ENTREPRISES ET DROITS DE L'HOMME

## Au-delà de la conformité, le principe de diligence raisonnable

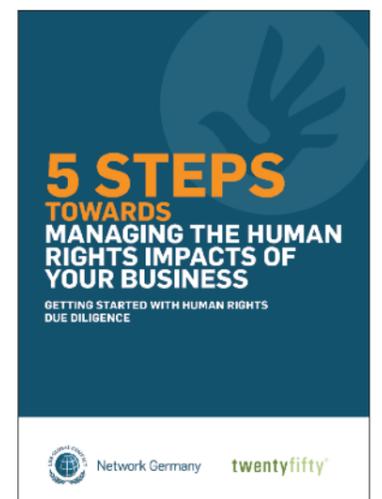
Dans le monde, les activités de multinationales ont donné lieu, ces dernières années, à une discussion sur le rôle que les Etats et les entreprises ont à jouer pour veiller au respect des droits de l'homme dans le cadre d'activités économiques. Ces discussions ont débouché sur les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et droits de l'homme adoptés en juin 2011. Selon ces principes, les entreprises ont la responsabilité de respecter les droits de l'homme dans leurs opérations et tout au long de la chaîne de valeur, peu importe leur taille ou leur secteur d'activité.

La Suisse figure parmi les premiers pays à s'être dotés d'une stratégie visant à promouvoir la cohérence entre activités économiques et droits de l'homme. Dans un contexte national et international de plus en plus exigeant, une entreprise qui met en place une procédure de diligence raisonnable a en effet une longueur d'avance sur ses concurrentes. La Suisse n'est pas un cas isolé : l'adoption du Plan d'Action National sur la mise en œuvre des Principes directeurs de l'ONU en décembre 2016 s'inscrit dans un écosystème de mesures nationales et supranationales de plus en plus nombreuses : Dodd-Frank Act aux Etats-Unis (2010), Modern Slavery Act au Royaume Uni (2015), loi sur le devoir de vigilance en France (2017), directive de l'Union européenne sur la publication d'informations non financières (2014), pour n'en citer que quelques-unes.

### Concrètement, qu'est-ce que cela signifie pour les entreprises ?

Le principe de diligence raisonnable, selon les Principes directeurs de l'ONU, signifie qu'une entreprise, grande ou petite, doit être en mesure de savoir (identifier les possibles impacts négatifs sur les individus ou groupes d'individus) et de

démontrer (les actions mises en place pour y remédier). Pour ce faire, elles peuvent se reposer sur le « Guide de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises », en lien avec les dispositions du pilier 2 des Principes directeurs de l'ONU.



Les cinq étapes-clés du devoir de diligence.

Un guide pratique\*, développé par le Global Compact Network Germany et twentyfifty (cabinet de conseil spécialisé en droits de l'homme en entreprises), propose en outre une méthodologie en 5 étapes pour s'y préparer. Une brochure à destination des PME sera également publiée prochainement sur le site [www.nap-bhr.admin.ch](http://www.nap-bhr.admin.ch). ■

Sarah Dekkiche, Director of Consulting Switzerland, twentyfifty GmbH

### Pour les membres de la CCIG

Afin de sensibiliser et de préparer les entreprises à la diligence raisonnable, le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) ont chargé twentyfifty, dans le cadre de la mise en place de l'instrument politique 6 du Plan d'Action National, de conduire des sessions d'information et de formation, en collaboration avec différents organismes en Suisse. Par exemple, un atelier de formation organisé par focusright et Best for Geneva, en partenariat avec la CCIG, s'est tenu le 23 novembre dernier à Genève.

Pour en savoir plus, voir le site du gouvernement :  
[www.nap-bhr.admin.ch](http://www.nap-bhr.admin.ch)

\* <https://tinyurl.com/yamzs4lk>

# Remercier ses clients, ses partenaires, ses collaborateurs, organiser un événement sur mesure pour communiquer les valeurs de son entreprise

Pérenniser la relation commerciale et professionnelle est essentiel. Nombreuses sont les solutions et celles de l'événementiel apportent une dimension émotionnelle et amicale intéressante à mettre en œuvre ; inaugurations, lancements de produits, conférences de presse, expositions et jubilés sont autant d'occasions qui permettent de présenter le dynamisme de l'entreprise et de ceux qui la font. Quant aux fêtes en faveur du personnel, ce sont des événements internes qui peuvent se décliner avec plus ou moins d'originalité et de fantaisie ; pique-nique estival, Noël des enfants, soirées à thème, sorties alpestres ou autres, avec un zeste d'incentive ludique ou non, toutes ces activités resserrent les liens entre collaborateurs et hiérarchie, démontrent la volonté du management à partager le succès ou à remercier chacun de son investissement dans l'entreprise.

Les agences spécialisées dans l'organisation sont souvent des relais. Elles conçoivent, mettent en scène, et sont de véritables maîtres d'œuvre au service des départements RH, marketing ou communication, selon qui pilote l'événement dans l'entreprise. Certaines sociétés ont des ressources internes et préfèrent gérer des projets directement en mandatant tous les intervenants et prestataires dont elles ont besoin.

En cette fin d'année, la période est aux célébrations festives. Trouver une salle est la première gageure avant de pouvoir identifier tous les coûts relatifs à ce qui devrait enchanter les invités : le traiteur, la décoration, les animations, et toute la technique qui sera nécessaire pour mettre en son et en lumière. Les besoins sont souvent divers, ils doivent s'adapter à la fois au lieu, aux envies et au budget du mandant.

Forte de plus de 30 années d'expérience dans l'événementiel, la société Skynight accompagne ses clients, agences et sociétés, sur tous les terrains de jeu dès lors qu'un simple micro ou un dispositif audiovisuel complexe soit nécessaire à la réalisation d'un événement. Peu importe la taille du projet, nous conseillons avec la même expertise, la même passion, la même disponibilité, la même efficacité.



Organisation Mondiale de la Santé – 70<sup>e</sup> anniversaire



Fête du personnel 2018 – Record Guinness book



Manufacture horlogère – Soirée du personnel



Banque Lombard Odier – 222<sup>e</sup> anniversaire

## AGENDA

Début 2019, la CCIG sera partenaire de trois événements, pour lesquels les membres bénéficient d'un tarif préférentiel :

**Lundi 21 janvier 2019** de 8 h 30 à 17 h - Palexpo, Genève

## Geneva Annual Blockchain Congress

Cette journée de conférence de haut niveau abordera des questions de fond liées à l'univers de la blockchain, telles que la légalité, la gouvernance et l'éthique.



PROGRAMME ET INSCRIPTIONS :

**Mardi 29 janvier 2019** de 8 h à 14 h - Campus Biotech, Genève

## Horizon 2019

Cette 4<sup>e</sup> édition permettra de réunir experts et dirigeants autour du thème « Quel sera le cap de l'économie suisse et internationale en 2019 ? ».



PROGRAMME ET INSCRIPTIONS :

**Jeudi 7 février 2019** de 10 h à 17 h  
SwissTech Convention Center, Lausanne

## Forward – Forum de l'innovation pour les PME

Cette deuxième édition aura pour thème « S'organiser pour innover à l'heure de la digitalisation ».



PROGRAMME ET INSCRIPTIONS :

## SWISS BOARD INSTITUTE

**Jeudi 31 janvier 2019**

IMD Business School, Lausanne

## Journée du Conseil d'administration

Organisée par la Fondation Swiss Board Institute sous l'égide de l'Université de Genève (Geneva School of Economics and Management – GSEM) et en partenariat avec l'IMD et le quotidien Le Temps, la Journée du Conseil d'administration s'adresse aux membres de Conseils d'administration et de Directions générales d'entreprises cotées et non cotées de Suisse romande. Elle propose un forum pluridisciplinaire de qualité autour de la fonction d'administrateur au cours duquel des acteurs clés du paysage économique suisse s'expriment sur des questions d'actualité et partagent leurs expériences concrètes.

À l'occasion de l'édition 2019, les débats porteront notamment sur la transformation digitale et le rôle du Conseil d'administration, la culture de l'innovation au sein d'un groupe, le passage de témoin dans les entreprises familiales, le rôle du Conseil d'administration en temps de crise et les enjeux liés au pilotage d'une entreprise publique.

Les membres de la CCIG bénéficient d'un tarif préférentiel.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : [www.swissboardinstitute.ch](http://www.swissboardinstitute.ch)

## FORMATION EXPORT

**Vendredi 15 mars 2019** de 9 h à 17 h - CCIG

## Accords de libre-échange et origine préférentielle

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : [agenda.ccig.ch/agenda](http://agenda.ccig.ch/agenda)

## IMPRESSUM

**CCIGinfo**

Bulletin d'information de la CCIG.  
Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

**Responsable d'édition :**  
Alexandra Rys

**Rédaction :**  
Karin Byland, Fabienne Delachaux,  
Nicolas Grangier, Nathalie Hardyn,  
Alexandra Rys

**Publicité :**  
HP media SA, tél. 022 786 70 00

**Conception :** ROSS graphic design

**Impression :** Atar Roto Presse SA, Satigny

**Informations :**  
[publications@ccig.ch](mailto:publications@ccig.ch)



Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

4, boulevard du Théâtre - 1204 Genève

Adresse postale

Case postale 5039 - 1211 Genève 11  
Tél. 022 819 91 11 - Fax 022 819 91 00



## SPONSORS

## PLATINE

SKYNIIGHT

RAMADA  
@ncore  
Geneva

BCGE

PRIX DE L'ÉCONOMIE  
GENEVOISE  
2017

## OR

GONET  
BANQUIERS 1845

DAUDIN&CIE  
GESTION DE PATRIMOINE IMMOBILIER

Groupe Mutuel  
Assurances  
Versicherungen  
Assicurazioni

TGV Lyria

## ARGENT

PORTS FRANCS  
et membres de caisses SA

SWISS RISK  
CARE  
Our independence • Your best insurance

P&G

CATERING SERVICES  
MIGROS

## BRONZE

accès  
Personnel

Allianz

SALESTRAFFIC

BDO

eu Business  
School

DUFREY

DURACELL

easyJet

fert

FLORIMONT

JTI

MESSERLI  
Services

Procare  
Systems

PROTECTAS

SIG

TRB  
TR PUBLISITE SA



"THE QUEST FOR HARMONY IS  
NEVER-ENDING."

BENJAMIN CLEMENTINE,  
MUSICAL ARTIST, WEARS THE  
VACHERON CONSTANTIN FIFTYSIX.

VACHERON CONSTANTIN | ONE OF NOT MANY.  
GENÈVE

CONTACT US: +41 22 580 1755